



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Les compressions budgétaires du gouvernement conservateur risquent de précipiter le Canada en récession

Ottawa, le 21 février 2012 - L'intention du gouvernement conservateur de couper plus de 8 \$ milliards dans ses dépenses va entraîner une réduction du produit intérieur brut (PIB) du Canada et risque d'entraîner l'économie canadienne en récession.

C'est ce que révèle une analyse par l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP) de données générées par un modèle économique utilisé pour le gouvernement canadien par des ministères et dont des éléments ont été rendus public aujourd'hui. Effectuée par des économistes à l'aide des données de Statistique Canada, l'analyse révèle que le PIB du Canada sera amputé d'un montant de 10,17\$ milliards si le fédéral réduit, comme promis par le gouvernement actuel, ses dépenses de 8\$ milliards. Ce montant de 8\$ milliards est basé sur l'objectif annoncé par le ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty.

Ainsi, le modèle utilisé par l'ACEP prévoit que des réductions budgétaires de l'ordre de 8 \$ milliards auront pour effet de comprimer le produit intérieur brut du Canada d'un total de plus de 10 \$ milliards. Les impacts de ces coupes vont entraîner la perte de plus de 116 000 emplois au Canada dans les secteurs public et privés (un communiqué détaillé sur l'emploi sera publié le 27 février) et toucher durablement l'économie canadienne encore fragilisée par la récession de 2008.

Toute réduction des dépenses du gouvernement fédéral a un impact immédiat sur la croissance économique du pays. En plus d'une incidence sur l'emploi, un recul du PIB touchera variablement les régions du Canada. Le modèle utilisé par l'ACEP prévoit une baisse du PIB combiné de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba de plus de 1,4\$ milliard, l'Alberta à elle seule souffrant d'un recul de 786\$ millions. Le PIB Ontarien reculerait de 4,5 \$ milliards, celui du Québec de 2,1\$ milliards, celui des Maritimes et de la Colombie-Britannique chacun de 1\$ milliard.

« Nous nous interrogeons sur l'analyse qu'a faite le gouvernement de sa stratégie annoncée de réduction des dépenses gouvernementales, indique Claude Poirier, président de l'ACEP. Compte tenu des chiffres que nous dévoilons nous ne pouvons qu'en arriver à deux conclusions. Ou le gouvernement connaît l'impact de son

programme de réduction des dépenses et est prêt à risquer de plonger le pays en récession. Ou il n'a pas mesuré cet impact et joue les apprentis-sorcières avec l'économie canadienne sur des bases idéologiques. Derrière les chiffres abstraits que représente le PIB, ce sont des femmes, des hommes et des enfants qui verront leur qualité de vie diminuer et subiront les impacts à long terme d'une stratégie de repli économique décriée par de nombreux économistes. »

Le gouvernement canadien s'est privé de milliards de dollars de revenus au cours des dernières années, faisant porter le poids de la lutte au déficit sur les seuls contribuables canadiens qui verraient ainsi leurs services réduits. Ainsi, en abaissant d'abord à 6 % et ensuite à 5 % le taux de la taxe sur les produits et services (TPS), le gouvernement a perdu des recettes fiscales annuelles évaluées à 13,4 \$ milliards. Le taux de taxation des entreprises canadiennes a été réduit d'un autre point de pourcentage le 1^{er} janvier dernier, une autre perte de revenus de 1,5 \$ milliard.

« On nous présente les réductions budgétaires comme une fatalité afin de réduire le déficit, alors que c'est le résultat de mauvaises décisions budgétaires, ajoute Claude Poirier. Ottawa choisit de construire des prisons alors que le taux de criminalité ne cesse de baisser. Plusieurs milliards seront consacrés à l'achat d'avions et de navires de guerre. Le secteur pétrolier continue de recevoir des milliards en subventions et le gouvernement réduit les impôts des entreprises qui sont parmi les moins taxées du G-8. On dirait que le gouvernement a choisi les prisons au lieu des gens, les armes au lieu de la compassion et les baisses d'impôt à la grande entreprise au lieu des services aux Canadiens » conclut Poirier.

L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

-30-

Renseignements : Pierre Lebel, relations avec les médias
613-236-9181 ou cel. 613-889-1027
plebel@acep-cape.ca

Notes explicatives

Renseignements de base